



SAFE : Protéger les femmes et l'environnement dans la région des Grands Lacs d'Afrique

Introduction

Dans les situations humanitaires, les nécessités de base telles que la nourriture, l'eau et les abris sont généralement fournies, mais les communautés ont souvent un accès limité aux sources de combustible et d'énergie pour cuire les aliments, faire bouillir l'eau, et chauffer et fournir de la lumière dans les abris.

La grande majorité des personnes déplacées par le conflit ou la crise dans la région des Grands Lacs d'Afrique dépendent de la biomasse traditionnelle pour leurs besoins énergétiques domestiques ; le bois de chauffage est la principale ressource, mais le charbon de bois, le fumier animal et les déchets agricoles sont également utilisés.

L'obtention de ces ressources pose d'énormes risques pour la sécurité et le bien-être des personnes déplacées, en particulier les femmes et les filles, qui sont souvent attaquées, violées ou parfois tuées lorsqu'elles quittent les camps pour ramasser du bois. Selon l'endroit, elles ramassent du bois, d'une fois par jour à une fois par semaine, en effectuant un déplacement de trois à 8,5 heures pour une collecte.

En outre, l'exploitation des ressources naturelles mène à un accroissement des taux de déforestation et de dégradation de l'environnement, provoquant des tensions entre les communautés d'accueil et les populations déplacées, qui se traduisent souvent par le ciblage des femmes déplacées.

Les situations d'urgence complexes et les crises prolongées, en particulier celles qui ont lieu dans la région des Grands Lacs, fragilisent cette situation déjà précaire.

En 2012, avec le soutien de la Fondation John D. et Catherine T. MacArthur, la Commission des femmes pour les réfugiés a lancé un projet de trois ans, *Protéger les femmes et l'environnement de la région des Grands Lacs d'Afrique: Mettre en pratique les politiques visant à élaborer une stratégie en matière de combustible de cuisson évolutif et durable.*

Aperçu du projet

L'objectif global du projet visait à réduire l'incidence des violences et de l'exploitation subies par les femmes déplacées dans la région des Grands Lacs d'Afrique en assurant un accès en toute sécurité à des combustibles de cuisson appropriés et durables.

Les objectifs visaient à améliorer la protection physique des femmes et des filles en réduisant la dépendance aux combustibles de cuisson non durables qui provoquent la dégradation de l'environnement, et à développer des stratégies SAFE transversales, coordonnées et appropriées au niveau local, dans les zones ciblées de la région des Grands Lacs.



Une femme déplacée assise sur du bois de chauffage dans le site de déplacement situé à Shasha, dans le Nord-Kivu, en RDC. © Megan Gerrard/WRC

Le problème

- Dans les situations d'urgence aiguës, comme dans l'est du Congo, où la nourriture est fournie, celle-ci doit être cuite avant d'être mangée. Pourtant, le bois de chauffage n'est pas souvent fourni.
- Les femmes et les filles déplacées dans toute la région des Grands Lacs ont constamment signalé que la collecte de bois de chauffage est le plus grand risque en termes de sécurité auquel elles sont confrontées au quotidien. Quel que soit l'endroit où elles rassemblent du bois de chauffage, elles craignent d'être victimes de viol et d'agression par les rebelles, les soldats, les gardes forestiers et/ou les membres de la communauté d'accueil.
- Lorsque les communautés de réfugiés se disputent des ressources avec la communauté d'accueil, les tensions accroissent les violences commises contre les femmes.
- Il existe des rapports indiquant que des femmes dans les camps offrent des faveurs sexuelles en échange de nourriture, du fait qu'elles ne disposent pas de suffisamment de nourriture et/ou de combustibles pour faire cuire leur nourriture.
- Actuellement, les femmes déplacées sont des bénéficiaires passives des interventions de



Les femmes et les filles collectent du bois mort le long des boisés après avoir été brûlé dans des plaines de Ruzizi, en RDC
© Nadia Tabaro/WRC

distribution de réchauds et de combustibles, ce qui sape leur soutien à ces interventions et la viabilité à long terme de celles-ci.

Principales conclusions

- Les communautés déplacées se trouvant dans chaque zone d'évaluation ont signalé un besoin majeur de disposer d'opportunités génératrices de revenus. Ceci représente l'occasion manquée d'inclure les personnes déplacées dans la production et la vente de réchauds et de combustibles alternatifs.
- Les activités liées au programme SAFE ont été mises en œuvre en plusieurs parties plutôt que comme un ensemble holistique des interventions. Les approches communautaires et participatives n'ont pas été priorisées.

Problèmes spécifiques au site

- Lorsque les réchauds écoénergétiques ont été distribués à Nzulo et Shasha dans l'est de la RDC, les femmes ont passé moins de temps à ramasser du bois de chauffage. En conséquence, l'exposition au risque de violences sexuelles a diminué, les femmes ont dépensé moins d'argent pour l'achat de bois de chauffage et ont disposé de plus de temps pour entreprendre d'autres activités.
- Les réfugiés de Nakivale, en Ouganda et de Nyarugusu, en Tanzanie, ont reçu des réchauds du HCR et/ou des ONG locales, mais qui ne traitent qu'une partie du problème du fait qu'ils ont encore des difficultés à accéder aux combustibles.
- Des projets de briquettes à base de biomasse ont été mis en œuvre par de nombreux acteurs humanitaires au Nord-Kivu en RDC depuis 2008. Ceux-ci ont réduit les crises énergétiques aiguës dans les camps de personnes déplacées et la pression environnementale sur les parcs naturels ; Toutefois, aucun projet n'a atteint la viabilité économique ou n'a été mis en place comme un mécanisme autonome.
- Les camps au Burundi, que les réfugiés ne sont pas autorisés à quitter, étaient les seuls endroits où les réfugiés recevaient les réchauds et les briquettes communautaires. Cependant, la majorité des réchauds ne sont pas compatibles avec les briquettes, et les briquettes produisent de la fumée malsaine.



Recommandations

Les communautés déplacées et les travailleurs humanitaires de la région des Grands Lacs sont prêts pour la mise en œuvre à grande échelle des programmes Safe Access to Fuel and Energy (SAFE) - programmes d'accès en toute sécurité aux sources de combustible et d'énergie. Des groupes de travail SAFE sont maintenant établis dans quatre zones. Les gouvernements de la région des Grands Lacs sont pleinement conscients des besoins liés au programme SAFE, qui, s'ils ne sont pas satisfaits de manière appropriée et durable, continueront à affecter négativement leur pays et ceux qui y vivent.

Prochaines étapes pour les praticiens

- Le déplacement est l'occasion de dialoguer avec les femmes et de leur permettre de contribuer à la conception des communautés qu'elles doivent établir en situation d'exil, y compris le développement d'alternatives au bois de chauffage et au charbon de bois.
- La distribution de réchauds écoénergétiques et de combustibles de cuisson doit être considérée comme essentielle dans les situations d'urgence aiguës tout comme la distribution de nourriture, étant donné que la nourriture fournie est inutile sans ces derniers et que cette situation augmente le risque des violences continues dirigées contre les femmes.
- La distribution ne résout pas, à elle seule, les problèmes de protection des femmes déplacées. La surveillance doit faire partie du processus permettant de déterminer les besoins en cours et d'évaluer l'impact.
- L'accent doit être mis sur l'élaboration et la promotion de réchauds durables et de solutions alternatives aux combustibles, dont la production fournit des moyens de subsistance pour les femmes.
- Une approche globale diminue les risques de violence et d'exploitation subies par les femmes réfugiées. Par exemple, promouvoir le reboisement et limiter la consommation de ressources permettra de réduire les tensions entre les communautés d'accueil et de réfugiés. La production de sources d'énergie alternatives fournit aux femmes les moyens leur permettant de subvenir aux besoins de leurs familles et de réduire les contraintes liées à la pauvreté.



Une femme utilisant le réchaud écoénergétique qu'elle a reçu dans le camp de Nzulo, au Nord-Kivu, en RDC © Nadia Tabaro/WRC

Prochaines étapes pour les bailleurs de fonds et les responsables politiques

- Soutenir les initiatives SAFE dans tous les cadres et stratégies de prévention des violences basées sur le genre (VBG).
- Répondre à la demande d'assistance technique et de formation SAFE au niveau du terrain en soutenant le renforcement des capacités des groupes de femmes et de la communauté humanitaire.
- Soutenir les groupes de travail locaux sur le programme SAFE dans la région des Grands Lacs afin de mettre en œuvre leurs nouvelles stratégies SAFE spécifiques au contexte.
- Soutenir la recherche afin de démontrer l'impact du programme SAFE sur la prévention des violences basées sur le genre.
- Établir des priorités et fournir des fonds pour des initiatives SAFE globales et de grande échelle.

Activités du projet

La WRC (Commission des femmes pour les réfugiés) a effectué des évaluations sur l'accès aux, et sur l'utilisation de combustibles de cuisson dans les sites de déplacement en RDC, au Burundi, en Ouganda et en Tanzanie.

En partenariat avec l'International Rescue Committee (« Comité international de secours ») et avec le soutien du Département britannique pour le développement international, la WRC a distribué 2 500 réchauds écoénergétiques aux communautés nouvellement déplacées dans les sites de Nzulo et Shasha dans le Nord-Kivu, dans la région est de la RDC, et a effectué des évaluations de suivi afin de mesurer l'impact sur la sécurité et le bien-être des femmes dans une situation d'urgence aiguë.

Avec le soutien du gouvernement néerlandais, la WRC a entrepris une étude technique des réchauds des ménages et des combustibles de cuisson disponibles dans le Nord-Kivu, en RDC.

La WRC a créé des groupes de travail sur le programme SAFE à Kinshasa, Goma et Bukavu, en RDC, avec la participation et le soutien du gouvernement de la RDC, et à Bujumbura, au Burundi. Chaque groupe, avec des participants des secteurs de la protection, de la sécurité alimentaire et de l'environnement, a développé des termes de référence et une stratégie multisectorielle.

En RDC, en Ouganda et au Rwanda, la WRC a formé plus de 150 praticiens de 15 pays sur les concepts de base du programme SAFE et les informations techniques y afférent.

Les résultats du projet sont disponibles sur http://wrc.ms/SAFE_resources

Remerciements

Nous remercions nos bailleurs de fonds, la Fondation John D. et Catherine T. MacArthur (www.macfound.org), le Département britannique pour le développement international, le gouvernement des Pays-Bas, et la Global Alliance for Clean Cookstoves (« Alliance globale pour les réchauds écologiques »), sans l'appui desquels ce travail n'aurait pas été possible.

Nous remercions également nos partenaires, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'International Rescue Committee (« Comité international de secours »)/l'équipe pour la protection et l'autonomisation des femmes, ainsi que les centaines de femmes, de filles et d'hommes déplacés que nous avons rencontrés.



Des femme utilisant le réchaud du projet avec des briquettes à Kinama dans le camp de réfugiés de Muyinga, au Burundi. © Nadia Tabaro/WRC

122 East 42nd Street
New York, NY 10168-1289
212.551.3115

info@wrccommission.org

womensrefugeecommission.org

